

(1)

(N° 255.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 JUILLET 1901

Proposition de loi portant modification à la loi sur la milice (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (*), PAR M. LE PAIGE.

MESSIEURS,

La proposition de loi de MM. Vandervelde, Warocqué et de Bont-ridder, si elle est votée par la Chambre, permettra de fixer à un seul et même jour, soit par arrondissement, soit au besoin pour le pays entier, le tirage au sort pour la milice.

La loi sur la milice (art. 18) aujourd'hui investit exclusivement les commissaires d'arrondissement de la direction du tirage au sort. Pour qu'ils puissent remplir ce devoir, il est donc nécessaire qu'il ait lieu successivement et à différents jours, dans les diverses circonscriptions de milice de l'arrondissement.

Dans les campagnes comme dans les villes, chacun de ces jours donne occasion à d'abondantes libations, auxquelles se livrent les miliciens avec leurs parents et leurs amis; celles-ci n'ont que trop souvent pour suite d'effroyables orgies et, parfois, finissent par des rixes sanglantes.

Dans les grandes villes où le tirage au sort, à cause du monde considérable de jeunes gens inscrits, prend plusieurs jours, dans les centres industriels quand il y a lieu à des jours consécutifs dans des communes voisines entre elles, l'on voit le chômage et les désordres de toute espèce s'étendre, se propager de proche en proche, quelquefois se prolonger durant plus d'une semaine.

(1) Proposition de loi, n° 124.

(*) La section centrale, présidée par M. SCHOLLART, était composée de MM. WOESTE, VAN NARMEN, MANSART, MAENHAUT, DE GHELLINCK D'ELSEGHEM et LE PAIGE.

Comme le font remarquer les honorables auteurs de la proposition de loi, le mal, s'il ne prenait point absolument fin, serait tout au moins atténué dans une large mesure dans le cas où le tirage au sort aurait lieu partout le même jour.

Pour atteindre ce but, il suffirait que le Gouvernement eût la faculté de déléguer d'autres agents que les commissaires d'arrondissement à la direction du tirage au sort et de modifier en conséquence les articles 16, § 2, 18, § 1^{er}, 19, § 3. 20. § 2. 21. § 2 et 91, § 1^{er} de la loi sur la milice.

EXAMEN EN SECTIONS.

La proposition de loi soumise à l'examen des sections a été dans la 1^{re}, rejetée par l'unique membre présent ;

Par la 2^e, adoptée par 4 voix contre 1 ;

Par la 3^e, rejetée par 2 voix contre 1 et 1 abstention ;

Par la 4^e, adoptée à l'unanimité des membres présents ;

Par la 5^e, adoptée à l'unanimité des membres présents ;

Par la 6^e, adoptée à l'unanimité des membres présents.

Toutes les objections qui peuvent être opposées au tirage au sort à un jour unique, se trouvent résumées, pensons-nous, dans une note due à un membre de la 2^e section et annexée au procès-verbal de cette section.

Nous discuterons ces objections succinctement dans l'ordre où elles sont présentées.

I.

Où trouvera-t-on des suppléants des commissaires d'arrondissement, qui du jour au lendemain seront pénétrés des prescriptions de la loi sur la milice ?

Où trouvera-t-on des secrétaires de milice rompus à ce travail ? — Le système proposé serait peut-être applicable à certains grands centres, où l'on trouverait plus facilement des suppléants des commissaires d'arrondissement et de leurs secrétaires.

Comment le commissaire d'arrondissement et son secrétaire titulaire coordonneraient-ils les documents de ces opérations auxquelles ils n'auraient pas assisté ?

Comment assureraient-ils avec certitude et responsabilité leur exécution et la suite à leur donner ?

En réponse à ces questions, il y a lieu d'observer d'abord que la proposition de loi n'enlève point au commissaire d'arrondissement les attributions très importantes qui lui sont conférées par l'article 14 de la loi sur la milice. Celui-ci continuera donc à remplir tous les devoirs dont il est chargé aujourd'hui, concernant la formation définitive des listes du tirage par canton de milice. Si ces listes sont dressées avec soin, les opérations même du tirage ne donneront guère lieu à des difficultés.

La direction de ces opérations, d'ailleurs, offre de grandes analogies avec les fonctions de président d'un bureau électoral de vote. Or, l'expérience a démontré que les présidents de ces bureaux, même dans les campagnes, s'acquittent très bien de leur charge. Rien n'empêche que dans les circonscriptions de milice où le commissaire d'arrondissement ne pourra siéger lui-même, il soit remplacé par les juges de paix, par leurs suppléants ou par des personnes à choisir parmi celles qui président habituellement les bureaux électoraux.

Quant au secrétaire, son rôle est purement passif, il n'intervient pas même à titre consultatif dans les opérations et ses fonctions consistent uniquement à porter sur la liste du tirage le numéro amené par chaque inscrit et à mentionner en regard les motifs d'exemption, si celui-ci se propose d'en faire valoir; enfin, à signer la liste du tirage. Un double de cette liste est tenu par le membre du collège échevinal qui assiste au tirage.

Après le tirage au sort, tous les documents y relatifs seraient transmis au commissaire d'arrondissement par les soins et sous la responsabilité de celui qui y a présidé. L'on ne voit point quelles difficultés plus grandes le commissaire rencontrerait à classer et à coordonner ces pièces dans ces conditions, qu'il avait assisté en personne aux opérations.

II.

Les désordres et les orgies du jour du tirage au sort n'ont pas le caractère de gravité qu'on leur attribue, et que très vraisemblablement l'on exagère, sauf peut-être à Bruxelles, à Anvers, à Liège, à Gand, à Mons, à Charleroi.

D'ailleurs, quel aspect les grands centres présenteraient-ils si le tirage au sort avait lieu le même jour ? L'on verrait alors se livrer aux excès qu'on déplore 4,000 à 6,000 miliciens en compagnie de leurs parents et de leurs amis.

A la page 23 du rapport de l'honorable M. Helleputte sur les différentes propositions de loi modifiant le service militaire, nous rencontrons un relevé des délits et des crimes qui ont été commis, il y a deux ans à l'occasion du tirage au sort. Le tableau de ceux-ci, certainement incomplet, prouve la gravité du mal et aussi l'étendue qu'il a prise.

Même s'il était vrai que la réforme proposée n'eût d'autre effet immédiat que de le restreindre en diminuant les occasions de désordres dans les grandes villes et dans les grands centres, elle serait déjà suffisamment justifiée. Mais nous ne doutons pas, que dans les campagnes la réforme projetée ne donne également de bons résultats.

Il y aurait certes illusion à croire, nous l'avons déjà dit, que l'unification du jour du tirage au sort mettra définitivement un terme aux différents excès qui en général accompagnent celui-ci. C'est en effet, une habitude regrettable, enracinée chez les classes laborieuses, que de fêter toute bonne fortune par des libations copieuses comme de chercher dans celles-ci l'oubli d'un événe-

ment malheureux. Une réforme dans les mœurs populaires sur ce point ne se produira que lentement et par suite d'une éducation morale de plus en plus élevée. Mais même ne parvint-on qu'à limiter les excès au seul jour du tirage, encore ce résultat ne serait point à dédaigner.

En outre des désordres auxquels il conduit, le tirage au sort amène encore de nombreux jours de chômage.

Il est impossible d'établir même approximativement la somme totale des salaires perdus chaque année à cette occasion.

Une note communiquée à la section centrale (1) renseigne les chiffres de ces pertes pour quelques charbonnages et pour deux grands établissements industriels du Hainaut.

A l'époque du tirage au sort de cette année, l'on a constaté aux charbonnages de Ressaix : ouvriers employés, 2,500 ; jours d'absence, 3,922 ; diminution d'extraction, 2,604 tonnes ; pertes de salaires, 19,000 francs.

Aux charbonnages de Mariemont : ouvriers, 3,000 ; jours d'absence, 1,391.

Aux charbonnages de Bascoup : ouvriers, 3,500 ; jours d'absence, 1,094.

Dans le bassin de Charleroi, la somme totale des salaires perdus a été estimée à 240,000 francs, et l'extraction a été diminuée de 30,000 tonnes.

Aux ateliers de Baume-Marpent, occupant 530 ouvriers, il y a eu 665 jours d'absence.

Aux ateliers de Haine-Saint-Pierre, sur 830 ouvriers, l'on a relevé 657 jours d'absence.

Ces chiffres ont leur éloquence ; ils indiquent combien énorme doit être la perte de salaires dont le tirage au sort est cause dans le pays entier, pour les classes laborieuses.

Les modifications à la loi sur la milice proposées permettront au Gouvernement d'expérimenter une réforme, dès longtemps réclamée, dans les grandes villes et dans les centres industriels d'abord, de l'étendre ensuite à d'autres régions du pays, dans la mesure où il le jugerait utile et avantageux.

La proposition de loi a été adoptée par la section centrale à l'unanimité des membres présents.

Le Rapporteur,

LE PAIGE.

Le Président,

F. SCHOLLAERT.

(1) Note de M. Warocqué.

Kamer der Volksvertegenwoordigers

VERGADERING VAN 26 JULI 1901.

Wetsvoorstel tot wijziging van de militiewet ⁽¹⁾.

VERSLAG

UIT NAAM VAN DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER LE PAIGE.

MIJNE HEEREN,

Wordt het wetsvoorstel der heeren Vandervelde, Warocqué en de Bont-
ridder door de Kamer aangenomen, zoo kan de militieloting per arrondis-
sement of desnoods voor gansch het land op eenen enkelen en zelfden dag
worden gehouden.

Door de militiewet (art. 18) worden thans de arrondissementscommissa-
rissen uitsluitend belast met het besturen van de loting. Om hun dien plicht
te laten vervullen, moet dus de loting achtereenvolgens en op verschillende
dagen geschieden in de onderscheidene militieomschrijvingen van het arron-
dissement.

Ten plattelande zoowel als in de steden, geeft ieder van die dagen aanlei-
ding tot overmatige drinkgelagen, vanwege de lotelingen, hunne bloedver-
wanten en vrienden; deze ontaarden maar al te dikwijls in verschrikkelijke
braspartijen en, op den duur, in bloedige gevechten.

In groote steden, waar tengevolge van het aanzienlijk getal ingeschreven
jongelingen, de loting dagenlang duurt; in nijverheidscentrums, wanneer
zij op achtereenvolgende dagen geschiedt in naburige gemeenten, strekt
werkstaking en allerhande wanorde zich van de eene tot de andere uit en
duurt soms langer dan eene week.

Zooals de achtbare voorstellers doen opmerken, zou het kwaad zooniet
volkomen ophouden, ten minste ruimschoots verminderd worden, indien
de loting overal denzelfden dag plaats had.

(1) Wetsvoorstel, n^o 124.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Schollaert, *eersten ondervoorzitter*, be-
stond uit de heeren Woeste, Van Naemen, Mansart, Maenhaut, de Ghellinck d'Elseghe en
Le Paige.

Om dat doel te bereiken, ware 't voldoende de Regeering te machtigen aan andere beampten dan de arrondissementscommissarissen het leiden van de loting op te dragen en bijgevolg artikelen 16 § 2, 18 § 1, 19 § 3, 20 § 2, 21 § 2 en 91 § 1 der militiewet te wijzigen.

ONDERZOEK IN DE AFDEELINGEN.

Aan het onderzoek der afdeelingen onderworpen, werd het wetsvoorstel in de 1^o verworpen door het eenig aanwezige lid ;

Door de 2^o, aangenomen met 4 stemmen tegen 1 ;

Door de 3^o, verworpen met 2 stemmen tegen 1 en 1 onthouding.

Door de 4^o, aangenomen met eenparigheid der aanwezige leden ;

Door de 5^o, aangenomen bij eenparigheid der aanwezige leden ;

Door de 6^o, aangenomen bij eenparigheid der aanwezige leden.

Al de bezwaren, die kunnen ingebracht worden tegen de loting op eenen enkelen dag zijn, denken wij, opgesomd in eene nota van een lid der 2^o afdeeling en gevoegd bij het proces-verbaal van die afdeeling.

We zullen die tegenwerpingen kortbondig bespreken in de orde waarin zij zich voordeden.

I.

Waar zal men voor de arrondissementscommissarissen plaatsvervangers vinden, die dadelijk doordrongen zijn van de voorschriften der militiewet?

Waar vindt men militiasecretarissen voor dat werk opgewassen? — Wellicht ware het voorgestelde stelsel toe te passen in zekere groote centrum, waar gemakkelijker plaatsvervangers te vinden zijn voor de arrondissementscommissarissen en hunne secretarissen.

Het zouden de arrondissementscommissaris en zijn secretaris de stukken ordenen, betreffende verrichtingen, waarbij ze niet aanwezig waren?

Hoe zouden zij met zekerheid en verantwoordelijkheid dezer uitvoering en het er aan te geven gevolg verzekeren?

In antwoord op die vragen, dient eerst en vooral aangemerkt dat het wetsvoorstel den arrondissementscommissaris niet de zeer gewichtige bevoegdheid onttrekt, welke hem door artikel 14 der militiewet is toegekend. Dus blijft hij al de plichten vervullen, die hem thans zijn opgedragen, betreffende het bepaald opmaken van de lotingslijsten per militiekanton. Zijn die lijsten zorgvuldig opgemaakt, zoo kunnen zelfs de lotingsverrichtingen geene aanleiding tot bezwaren geven.

Het leiden van die verrichtingen komt overigens veel overeen met het ambt van voorzitter van een kiesbureel. Welnu, de ondervinding heeft bewezen dat de voorzitters van die bureelen zich, zelfs ten plattelande, zeer goed van hunne taak kwijten. Niets verhindert dat in militieomschrijvingen, waar de arrondissementscommissaris niet persoonlijk optreden kan, hij vervangen worde door de vrederechters, dezer plaatsvervangers of door personen, te verkiezen onder hen die doorgaans kiesbureelen voorzitten.

Wat den secretaris betreft, deze vervult eene louter lijdelijke rol; hij wordt zelfs niet eens geraadpleegd bij die verrichtingen en zijn ambt brengt eenvoudig mede dat hij op de lotingslijst het nummer overbrengt, door elken ingeschrevene opgehaald en daar tegenover de redenen tot vrijstelling vermeldt, zoo deze denkt er te doen gelden; eindelijk onderteekent hij de lijst. Een dubbel van die lijst wordt gehouden door het lid van 't schepencollege, dat de loting bijwoont.

Na de loting, zouden al de desbetreffende stukken worden overgemaakt aan den arrondissementscommissaris, door toedoen en onder de verantwoordelijkheid van hem die ze leidde. Men ziet niet in welke grootere bezwaren de commissaris zou vinden in het rangschikken en ordenen van die stukken, in dergelijke voorwaarden, dan zoo hij de verrichtingen persoonlijk had bijgewoond.

II.

De wanordelijkheden en braspertijen den dag der loting zijn minder erg dan beweerd wordt, en zeer waarschijnlijk worden zij overdreven, tenzij wellicht te Brussel, Antwerpen, Luik, Gent, Bergen, Charleroi.

Wat zou overigens het voorkomen van groote centrums zijn, zoo de loting overal denzelfden dag plaats had? Dan zouden 4,000 tot 6,000 lotelingen zich in gezelschap van magen en vrienden overleveren aan de buitensporigheden, die men betreurt.

Op bladzijde 23 van 't verslag des heeren Helleputte, over de verschillende wetsvoorstellen tot wijziging van den krijgsdienst, vinden wij eene opgave van de wanbedrijven en misdaden, twee jaar geleden bij de loting begaan. Deze voorzeker onvolledige lijst bewijst hoe erg en uitgebreid het kwaad is.

Zelfs als ware het echt dat de voorgestelde hervorming geen ander onmiddellijk gevolg zou hebben dan het kwaad te beperken, door de gelegenheid tot wanorde in groote steden en groote centrums te verminderen, dan nog ware zij voldoende gerechtvaardigd. Doch we twijfelen niet of ten plattelande zou de hervorming insgelijks goede uitslagen opleveren.

Voorzeker ware 't — wij zegden het reeds — een droombeeld te denken dat een enkele lotingsdag voorgoed een einde zou stellen aan de baldadigheden, die doorgaans met de loting gepaard gaan. Het is, trouwens, bij den arbeidenden stand eene ingewortelde betreuenswaardige gewoonte, alle goede kans te vieren met overvloedige drinkgelagen, en ook daarin 't verdriet over een ongeluk te smoren. Eerst langzaam zal in dit opzicht eene hervorming in de volkszedes ontstaan, tengevolge van eene steeds meer verheven opvoeding. Doch al konden zelfs de buitensporigheden tot den eenigen lotingsdag worden beperkt, dan nog zou die uitslag niet te versmaden zijn.

Behalve de wanordelijkheden, waartoe zij aanleiding geeft, brengt de loting ook talrijke verletdagen mede.

In eene nota. aan de Middenafdeeling medegedeeld (1), worden de cijfers van die verliezen opgegeven voor eenige kolenmijnen en voor twee groote nijverheidsgestichten in Henegouw.

Tijdens de loting werd dit jaar in de kolenmijnen te Ressaix vastgesteld : werklieden, 2,500; verletdagen, 3,922; mindere ophaling, 2,604 ton; verlies aan loon, 19,000 frank.

In de kolenmijnen te Mariemont : werklieden, 3,000; verletdagen, 1,591.

In de kolenmijnen te Bascoup : werklieden, 3,500; verletdagen, 1,094.

In de streek van Charleroi. wordt de som van 't verloren loon geraamd op 240,000 frank, en werden 30,000 ton minder opgehaald.

In de werkplaatsen te Beaume-Marpent, met 550 werklieden, waren er 665 verletdagen.

In de werkplaatsen te Haine-Saint-Pierre, telde men 657 verletdagen op 850 werklieden.

Die cijfers zijn welsprekend; ze bewijzen hoe zwaar het verlies aan loon moet zijn, in gansch het land aan den arbeidersstand door de loting veroorzaakt.

De wijzigingen, aan de militiewet voorgesteld, zullen de Reggering veroorloven eerst in groote steden en nijverheidscentrums de proef te nemen met eene hervorming, die sedert lang wordt gevraagd, en ze nadien uit te breiden tot andere streken des lands, in de mate als nuttig en voordeelig mocht geoordeeld worden.

De Middenafdeeling nam het wetsvoorstel aan bij eenparigheid der aanwezige leden.

De Verslaggever,

LE PAIGE.

De Voorzitter,

F. SCHOLLAERT.

(1) Nota van den heer Warocqué.